



Conseil de sécurité

Distr. générale
9 août 2010
Français
Original : anglais

Lettre datée du 27 juillet 2010, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix

J'ai l'honneur, en ma qualité de Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix, de vous adresser le rapport du Groupe de travail (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président
du Groupe de travail du Conseil de sécurité
sur les opérations de maintien de la paix
(*Signé*) Yukio **Takasu**



Annexe

Rapport du Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix

I. Introduction

1. Le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix s'est réuni à quatre reprises, en mars, mai et juin 2010, pour examiner la question des principales lacunes à combler, du point de vue des capacités, des ressources et de la formation, pour pouvoir exécuter correctement les mandats du Conseil de sécurité. À trois de ces réunions, le Groupe de travail a invité en tout 30 pays ou organisations comprenant des pays fournissant des contingents et des forces de police, des membres du Bureau du Comité spécial sur les opérations de maintien de la paix, des organisations régionales et d'autres acteurs intéressés.

2. Le Groupe de travail a étudié les trois questions suivantes : a) les capacités civiles manquantes; b) les capacités militaires manquantes; c) la coordination et les partenariats pour le renforcement des capacités. Il s'est appuyé pour ses travaux sur des études de cas concrets de missions de maintien de la paix des Nations Unies, telles la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) pour les capacités civiles, et la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) dans le cas des capacités militaires.

II. Résumé des discussions

3. Les principales remarques faites par les participants sont récapitulées ci-dessous.

1. Détermination des capacités manquantes pour l'exécution des mandats de maintien de la paix des Nations Unies

4. En ce qui concerne les capacités civiles, on a insisté sur les besoins croissants d'expertise qui existent dans des domaines tels que la justice et l'état de droit, la police, les services pénitentiaires, la réforme du secteur de la sécurité, le processus de désarmement, démobilisation et réintégration et l'action antimines. Pour le rétablissement de l'autorité de l'État, le renforcement des institutions, les administrations publiques et une relance précoce de l'économie, qui manquent aussi beaucoup d'expertise, une amélioration du recrutement et de la formation et une modification des règles applicables aux ressources humaines ont été citées comme particulièrement importantes si l'on veut s'assurer l'expertise civile requise, surtout dans le cas des missions dont le mandat comprend un certain nombre d'éléments de consolidation de la paix. La nécessité de tirer parti des capacités du monde du Sud, vu l'expertise et les avantages culturels spécifiques qu'il peut posséder, a été réaffirmée.

5. Les participants attendaient avec intérêt les conclusions de l'examen des capacités civiles auquel procède actuellement le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Comme ils l'ont souligné, il importe que le Groupe de travail soit tenu informé de son déroulement.

6. Sur le chapitre des capacités militaires, on a relevé que l'exécution de mandats complexes comme la protection des civils et l'appui électoral exige des moyens d'un niveau sans précédent, pour la mobilité, la collecte d'information, des hôpitaux de niveau II et la maîtrise des techniques de communication. On a aussi signalé qu'il était crucial d'améliorer les qualifications des troupes du maintien de la paix, et surtout des officiers d'état-major.

7. On a évoqué à nouveau le manque criant d'hélicoptères de transport militaires dans diverses missions de maintien de la paix des Nations Unies. Il a été noté qu'un examen complet de cette situation et de ses causes s'imposait de la part des organes compétents.

8. Les participants ont souligné qu'il importait de combler les lacunes ponctuelles les plus sérieuses, qui étaient autant d'obstacles immédiats à l'exécution des mandats des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, tout en appliquant aussi des mesures propres à renforcer les capacités de l'Organisation de conduire de telles opérations sur la longue durée. Il a été noté que les pays donateurs pouvaient jouer un rôle de premier plan dans ces actions à long terme destinées à renforcer ces capacités.

9. On a insisté sur l'utilisation de critères pour le renforcement des capacités des pays dans lesquels des missions de maintien de la paix des Nations Unies sont en cours, en soulignant qu'ils devraient être élaborés en étroite consultation avec les pays d'accueil et les autres parties intéressées. Il a aussi été souligné que, pour être utiles, ces critères devraient comprendre des indicateurs qualitatifs, et pas seulement quantitatifs, adéquats. La nécessité d'une amélioration continue de la mise au point des critères, notamment à travers la mise en commun des meilleures pratiques, a été soulignée.

2. Appui au renforcement des capacités et amélioration de la formation

10. Pour se doter d'un effectif d'experts civils susceptibles d'être déployés rapidement, l'ONU, a-t-on souligné, devrait à la fois disposer d'un effectif permanent plus nombreux et améliorer son fichier, notamment en instaurant l'interopérabilité des systèmes des Nations Unies et des organisations régionales en la matière.

11. Autre point mis en relief, il importe que les hauts responsables des Nations Unies possèdent des compétences solides dans le domaine de la gestion, afin que toutes les composantes d'une mission des Nations Unies interviennent de manière cohérente. À ce propos, on a aussi relevé la nécessité de veiller à ce que le Secrétariat possède les capacités de planification nécessaires pour les activités civiles et policières.

12. Pour en rehausser la qualité, on a souligné qu'il importait d'uniformiser la formation des effectifs du maintien de la paix et de la concevoir sous forme de modules, et qu'elle devrait comprendre une formation avant déploiement ainsi qu'une formation dispensée en cours de mission, y compris par des équipes mobiles.

3. Amélioration de la coordination entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat, les pays fournisseurs de contingents, les pays fournisseurs de forces de police et les autres parties prenantes, en particulier le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et la Cinquième Commission, en vue de combler les manques de moyens au sein des Nations Unies

13. En vue de mieux utiliser la « liste des moyens manquants » pour rapprocher l'offre et la demande de personnel, de matériel, de formation et de financement, on a réaffirmé qu'un programme de coordination s'imposait.

14. Il a été jugé important aussi de continuer à appliquer et renforcer les arrangements bilatéraux et trilatéraux destinés à appuyer les pays qui fournissent, ou qui pourraient fournir, des contingents et des forces de police.

15. L'importance d'une mise en commun de l'expertise disponible à l'échelle régionale et d'une coopération possible entre missions a aussi été mise en relief.

4. Mise en place de partenariats avec des acteurs extérieurs aux Nations Unies

16. On a noté que diverses organisations régionales, telles l'Union européenne, l'Union africaine et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), étaient en train de mettre en place des mécanismes de coopération. Une coordination à l'échelle mondiale entre ces organisations régionales et les Nations Unies pourrait être utile pour mettre en commun les ressources, améliorer l'interopérabilité et offrir des occasions de s'initier aux meilleures pratiques.

17. À ce propos, on a réaffirmé qu'il faudrait améliorer la coordination des activités de formation de tous les acteurs intéressés, notamment avec les centres de formation nationaux et régionaux, les États Membres contributeurs et le Secrétariat de l'ONU.

III. Pistes pour aller de l'avant

18. En s'appuyant sur les discussions résumées ci-dessus, le Groupe de travail prendra, dans le cadre de son mandat, des mesures permettant de mieux comprendre les manques à combler dans les capacités tant civiles que militaires.

1. Mesures destinées à renforcer la coordination entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat, les pays fournisseurs de contingents, les pays fournisseurs de forces de police et les autres parties prenantes – le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et la Cinquième Commission, en particulier – pour combler les manques de moyens

19. En vue de mieux faire connaître et comprendre l'incidence des manques à combler dans les opérations de maintien de la paix et de favoriser un meilleur usage de la « liste des moyens manquants », le Groupe de travail va organiser jusqu'à la fin de 2010, avec la participation des acteurs intéressés, des réunions consacrées à l'examen des insuffisances constatées dans différentes missions de maintien de la paix. Au début de 2011, il réévaluera cet axe d'action :

a) Des réunions se tiendront pour examiner les capacités qui manquent aux missions de maintien de la paix des Nations Unies avant l'expiration de leur mandat.

Les dates en seront fixées en tenant compte du programme de travail du Conseil et de celui du Groupe de travail;

b) La « liste des moyens manquants » sera régulièrement révisée par le Secrétariat et portée à la connaissance du Groupe de travail pour ses travaux;

c) Ces réunions, qui seront l'occasion d'un examen conjoint de la liste des moyens manquants et d'un échange de données d'expérience entre les pays qui fournissent des contingents, ceux qui pourraient en fournir et le Secrétariat, pourront aussi servir à trouver des contributeurs pour combler les lacunes les plus graves. Au cours de ces réunions, le Groupe de travail pourra aussi réfléchir aux moyens de mieux assurer en temps utile la mobilisation et le déploiement des ressources, humaines et autres;

d) Pour faciliter la compréhension du problème de l'obtention d'hélicoptères de transport militaires à l'ONUCI, la MINUS, la MINUAD et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le Groupe de travail prie le Secrétariat d'en approfondir l'examen et de l'informer des causes et des effets du manque d'hélicoptères de transport militaires dans chacune des missions susmentionnées.

20. Le Groupe de travail continuera à suivre les travaux menés dans le cadre de l'examen des capacités civiles internationales pour améliorer la coordination des activités destinées à combler les lacunes observées en matière de capacités civiles.

2. Mesures en faveur des partenariats, notamment avec des acteurs extérieurs aux Nations Unies

21. Le Groupe de travail continuera à étudier les questions que pose le renforcement des capacités à plus long terme, notamment par un soutien des actions de formation des organisations internationales ou régionales et des centres ou associations de formation, ainsi que des activités menées au niveau mondial pour affermir les effets de synergie entre les besoins du maintien de la paix et le renforcement des capacités, notamment par l'intermédiaire d'un centre d'échange d'information.

3. Comment utiliser les critères pour le renforcement des capacités

22. Le Groupe de travail va étudier les « stratégies de transition », deuxième thème de ses travaux prévu pour 2010. Dans le cadre de cette étude, il examinera les meilleures pratiques observées parmi les missions de maintien de la paix des Nations Unies, en particulier pour l'utilisation de critères.